

LE VERDICT SERA RENDU LE 18 MAI PROCHAIN

Procès spectacle de Mohand Kadi et Moez Bennecir

Après 25 jours de détention provisoire pour un chef d'inculpation largement contesté, à savoir «attroupement non armé», lors de la manifestation du mouvement Barakat le 16 avril dernier, le procès de Mohand Kadi et Moez Bennecir a été entamé hier, au tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, sur une fausse note.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Citoyens et journalistes ont été d'emblée empêchés d'accéder à l'audience pourtant «publique», où ont comparu hier au tribunal de Sidi M'hamed, à Alger, Mohand Kadi, étudiant de 23 ans, militant de l'association RAJ, et Moez Bennecir, assistant d'édition tunisien de 25 ans, résident en Algérie. Il était 9h30.

Soit le début du procès. C'est alors que M^e Bouchachi un des avocats volontaires (une dizaine), des deux accusés proteste auprès de la police : «Nous sommes dans une audience publique dans un tribunal civil et non pas dans une caserne. Vous n'avez pas le droit d'empêcher le public d'y prendre part.»

Panique générale. Cafouillage. Puis on revient à de meilleurs sentiments. Après quelques coups de fil, le commissaire de police qui avait pourtant argumenté qu'il ne faisait qu'obéir à des instructions venues d'en haut finit par céder. La salle d'audience du tribunal de Sidi M'hamed est finalement accessible à tous.

Le procès a pourtant déjà commencé et il est presque 10h. C'est alors que le représentant du parquet et après avoir eu connais-

sance des charges retenues contre les deux accusés, requiert une année de prison ferme. Il se prononce conformément à l'article 98 du code pénal qui stipule entre deux et douze mois de prison ferme pour attroupement non armé. Il interroge, au passage les deux jeunes détenus si réellement ils étaient en contact avec les mouvements RAJ et Barakat. C'est alors que le spectacle de la défense commence.

M^e Nourredine Benissad, président de la LADDH, entame le bal : «Etre à proximité d'un rassemblement ou avoir des relations avec les organisateurs ne constituent pas un délit. Le dossier de la police judiciaire soumis à la justice est vide et ne contient pas la moindre preuve des charges retenues contre les accusés. Il n'y a eu que des suppositions policières. Pourquoi d'ailleurs, tous ceux qui ont participé ou étaient à proximité du rassemblement n'ont pas été arrêtés pour attroupement non armé.»

Et à M^e Hassani Amine d'enchaîner : «Peut-on parler d'un délit d'attroupement non armé, alors que ce jour-là, il n'y a pas eu, tel que le stipule la loi, une sommation par les autorités com-

pétentes de quitter les lieux à l'aide d'un haut-parleur. Il n'y en a pas eu et de ce fait, les charges retenues contre les deux accusés sont de facto nulles et non avenues. Je suis outré, aussi, d'entendre le représentant du parquet demander aux deux accusés s'ils étaient réellement en contact avec les mouvements citoyens RAJ et Barakat. Il s'agit après tout de mouvements citoyens algériens identifiés et connus de tous et non pas d'organisations terroristes ou de services d'espionnage étrangers. Ce n'est pas après tout le Mossad ! De ce fait, j'aimerais dire aujourd'hui : barakat à la répression contre les libertés citoyennes.»

C'est alors que commence une véritable plaidoirie contre l'enquête policière. M^e Aïnouz Abdelhakim le relève : «Les services de sécurité ont mal fait leur travail et il y a eu comme une précipitation dans l'enquête qu'ils ont menée sur les deux accusés. Nous aurions aimé trouver des preuves dans le dossier soumis à la justice mais malheureusement, et heureusement d'ailleurs, il n'en est point. Il n'y a pas le moindre tract, lettre ou message quelconque qui atteste des charges retenues contre eux». Mais le coup de grâce sortira de la bouche de M^e Abdelghani Badi :

«Je me demande avec quels moyens travaille aujourd'hui, à l'ère de la technologie, la police judiciaire qui n'a pas réussi à four-

nir la moindre preuve par l'image de la participation des deux accusés au rassemblement du 16 avril pourtant empêché. Et dire que les caméras et les appareils photos de la police étaient nombreux à immortaliser la scène. Il y a eu aussi des images sur Internet mais qui ne démontrent point leur présence. Malheureusement, notre police recourt à des pratiques d'un autre âge. Je me déssole aussi de voir le représentant du parquet questionner les deux accusés sur leurs droits élémentaires. A savoir, être en contact avec telle ou telle autre personne de RAJ et Barakat, qui ne sont ni recherchées, ni des criminels ou encore déclarées notoirement dangereuses. La preuve et comble de la bêtise, ces personnes avec lesquelles la police judiciaire reproche aux deux accusés d'être rentrés en contact sont aujourd'hui dans la salle d'audience».

Et comme le procès avait plus l'air d'être d'ordre politique que d'une quelconque autre nature, M^e Chahinez Benchikh, rajoute une couche : «Pourquoi ceux qui ont manifesté pour la victoire d'Abdelaziz Bouteflika, jusqu'à 2h du matin, lors des présidentielles du 17 avril 2014, empêchant de dormir le voisinage de la place Audin où les deux accusés ont été arrêtés pour attroupement non armé, n'ont pas été embarqués ?». Mais c'est décidément la fin de la plaidoirie qui réserve le

mieux tout comme pire. M^e Mustapha Bouchachi se déchaîne : «Après 25 jours de détention des deux accusés, et après avoir consulté le dossier de la police judiciaire soumis à la justice, je suis saisi par un sentiment de peur. J'ai surtout peur pour mon pays. J'ai peur de ce que l'histoire dira de nous. De la justice algérienne. La police en charge de l'enquête n'a fait qu'obéir aux ordres, et n'a point fait son travail tel que le prétend le parquet. Mais qu'en est-il de ce parquet qui a lui, sans aucun fondement juridique, ordonné la poursuite de ces innocents pour les placer en détention provisoire. Il y a quelque chose de grave qui se passe dans ce pays. Car nous ne sommes plus là pour appliquer la loi et rendre justice. Je suis profondément outré et triste pour la justice de mon pays car aujourd'hui, et lors de cette audience, nous écrivons pour l'histoire de notre pays. C'est une tache noire dans nos annales et je demande que justice soit faite pas seulement pour ces deux jeunes mais aussi pour l'Algérie et la liberté».

Midi passé, la juge visiblement confuse annonce le verdict pour le 18 mai prochain. «Ils croupiront une semaine de plus dans les geôles de la prison de Serkadji», se déssole Idir Tazerout, membre de la coordination nationale du mouvement Barakat, présent lors du procès.

M. M.

MALGRÉ UNE REVALORISATION DE LEURS PENSIONS DE RETRAITE

Les retraités revendiquent plus d'avantages

Les membres de la Commission exécutive fédérale (CEF) de la Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) considèrent que la revalorisation de la pension de retraite décidée dernièrement était en deçà des attentes des retraités. Toutefois, ils estiment que la décision elle-même est un signe de l'intérêt que les pouvoirs publics accordent au troisième âge.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est à l'issue d'une réunion extraordinaire de la Commission exécutive fédérale de la FNTR que le successeur de feu Ahmed Gadiri a été élu à la tête de ladite fédération. Il s'agit de M. Boukhris, membre du secrétariat national en charge de l'information et de la communication.

Il n'en demeure pas moins que cette réunion organique a été sanctionnée par une résolution à travers laquelle les syndicalistes de la FNTR ont réitéré leurs revendications en interpellant, selon des sources

syndicales, le premier responsable de l'exécutif et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour donner suite à leurs revendications.

A ce titre, les membres de la CEF ont notamment réitéré leur principale revendication à savoir la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG) des pensions de retraite, dont le montant est compris entre 25 000 DA et 50 000 DA.

Cette fédération, affiliée à l'Union générale des travailleurs (UGTA), a également réitéré sa demande d'exonération de l'IRG

pour toutes les pensions inférieures à 25 000 DA. Une revendication déjà exprimée une première fois à la fin de décembre 2012 dans une résolution adoptée à l'issue d'une session de sa commission exécutive fédérale.

La FNTR revendique également le rétablissement de l'article 15 de la loi 83-12 relative à la retraite, dans sa version originale, pour permettre l'octroi d'une majoration pour conjoint égale à 600 fois le salaire horaire du Salaire national minimum garanti (SNMG).

Les mêmes sources ajoutent que la FNTR avait déjà formulé, comme dans un passé récent, l'abolition de toutes formes de discrimination concernant les retraites proportionnelles et sans condition d'âge ayant atteint 60 ans, en bénéficiant des mêmes avantages servis aux titulaires de pensions normales, tels que la validation des années

du service national et la pension minimum. L'application du taux de revalorisation sur le montant de la pension et non sur l'avantage principal, comme c'est le cas aujourd'hui, figure parmi les revendications de la FNTR, ainsi que le remboursement par l'Etat à la CNR des quelque 600 milliards de dinars dépensés pour la prise en charge des pensions de retraite proportionnelle et sans condition d'âge.

Il est à noter que depuis la mise en application de l'ordonnance 97-13 du 31 mai 1997, portant facilitation de départ à la retraite avant l'âge légal de 60 ans, la FNTR n'a cessé de rappeler que lorsque la décision d'accorder ce nouvel avantage aux travailleurs qui ont cotisé pendant 32 ans avait été prise, aucun financement n'avait été prévu pour faire face aux charges exceptionnelles et importantes attendues.

A. B.

EN ATTENDANT UN RASSEMBLEMENT NATIONAL DANS LA CAPITALE

Les jeunes du pré-emploi protestent aujourd'hui dans différentes wilayas

Le comité national des travailleurs de pré-emploi et du filet social revient à la charge. Des sit-in seront tenus, aujourd'hui, dans différentes wilayas du pays pour exiger la titularisation des jeunes employés dans le cadre du dispositif du pré-emploi. Un rassemblement national est prévu dans deux semaines dans la capitale.

Les jeunes ayant été employés dans le cadre des dispositifs de pré-emploi et du filet social ont décidé d'investir encore une fois la rue. A l'appel du comité national des travailleurs du pré-emploi et

du filet social, affilié au Syndicat national des personnels de l'administration publique (Snapap), des sit-in seront tenus aujourd'hui, dans différentes wilayas du pays. Enième sortie pour dénoncer la

situation «précaire» des 900 000 travailleurs concernés par cette formule et exiger le droit à l'intégration dans des postes de travail permanents.

Une revendication soulevée depuis plus de trois ans et qui ne trouve toujours pas d'écho auprès des pouvoirs publics. «Nous n'avons pas d'autres choix que d'investir la rue et les places publiques pour arracher nos droits légitimes bafoués», écrit le comité

dans un communiqué. Les jeunes de pré-emploi ne sont pas prêts de lâcher prise et se disent déterminés à poursuivre la lutte et la protestation jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

Idriss Mekidech chargé à la communication du comité national des travailleurs de pré-emploi et du filet social rappelle que ces jeunes réclament l'intégration dans des postes de travail permanents et le gel des concours de

recrutement dans la Fonction publique jusqu'à la titularisation de tous les contractuels. Ils revendiquent aussi une indemnité de chômage jusqu'à ce que ces jeunes aient un poste de travail permanent, le calcul des années de travail sous contrat dans l'expérience professionnelle et la retraite et l'annulation définitive du dispositif de pré-emploi dans le recrutement.

S. A.